

Les Nouvelles

de Loire Atlantique

Bi-mensuel édité par la Fédération du Parti Communiste Français
N° 664 - 20 novembre 1997 - Prix 2,50 F

EMOTION ET AFFECTION

Dimanche matin 16 novembre, les Communistes ont appris avec émotion, le décès de Georges MARCHAIS, ancien Secrétaire Général du Parti Communiste Français.

Immédiatement, au nom de la Fédération de Loire-Atlantique, Gilles BONTEMPS a exprimé la tristesse des Communistes.

Il a ensuite adressé un message (que nous publions ci-dessous) à la famille de Georges et à la Direction Nationale du Parti Communiste Français.

Dès lundi, des registres de condoléances ont été ouverts aux sièges de la Fédération et des Sections.

Georges MAR-



CHAIIS est venu à plusieurs reprises dans le Département. Nous publions ci-dessus une photo du meeting Sports de Beaulieu, le 26 avril 1990.

Le message de Gilles Bontemps à Liliane Marchais et à la direction nationale du Parti Communiste Français

La mort de Georges MARCHAIS a provoqué pour nous tous, une grande émotion.

Avec les Camarades du Bureau Fédéral et au nom des Communistes de Loire-Atlantique, je tiens à assurer sa femme Liliane, leurs enfants, leur famille et la direction nationale du parti, de tout notre soutien et notre affection dans ces moments douloureux.

Il fut et restera pour nous, le Dirigeant Communiste qui nous a représentés durant des années, qui a conduit, impulsé les combats des Communistes contre le capitalisme, pour la justice, la paix, la liberté, la démocratie, le changement politique, cela en toutes circonstances, sans jamais faillir, et pourtant, rien ne lui a été épargné.

Il est aussi celui qui a engagé les profonds changements de notre Parti qui font aujourd'hui sa mutation.

Il a marqué des générations de Communistes, et bien au-delà, des générations de Françaises et de Français.

Contrairement à l'image injuste que se sont attachés à donner de lui, une partie de nos adversaires, sa personnalité originale fut et restera pour nous, celle d'un dirigeant politique intègre, fidèle à ses idées et ses engagements, emprunt d'une grande Humanité.

Pour celles et ceux qui ont eu l'occasion de le côtoyer davantage, il restera un camarade sensible et amical.

Nos sentiments sont emprunts de tristesse et de fierté.

Prenez la parole

► Euro : le débat n'est pas clos

■ Euro-bobo ? ou euro-sopo ?

Ces dernières semaines, en effet, les médias multiplient les articles pour accréditer la double idée que le passage à l'euro se fera sans grands problèmes pour nos concitoyens ; et que, de toutes façons, tout est décidé et que les choix vont se faire en temps et en heure. Si l'on voulait escamoter le débat sur l'euro, on ne s'y prendrait pas autrement.

■ Indolore, l'euro ?

Pourtant tous les experts s'accordent à dire que le but essentiel de la monnaie unique, c'est de répondre aux vœux des marchés financiers. Avec l'euro, ce serait toujours plus pour la finance, donc toujours moins pour la croissance et l'emploi. Dans le même temps, avec l'abandon du franc et l'euro, la France perdrait sa souveraineté en matière monétaire et budgétaire. C'est une Banque centrale européenne, sur laquelle les pays et les peuples n'auraient plus de prise, qui donnerait le «la». Et déjà certains, comme Jacques Delors et Raymond Barre, avancent l'idée : après la monnaie unique, un gouvernement unique.

■ Fatal, l'euro ?

C'est oublier un peu vite que dans la plupart des pays de l'Union européenne, les problèmes sont loin d'être réglés. L'idée d'un report fait son chemin en Allemagne. La Suède a décidé de surseoir à y participer. Le Danemark parle d'un référendum. Les pays d'Europe du Sud ne rempliront les «critères» d'adhésion qu'au prix d'une redoutable politique d'austérité et il n'est pas dit que les peuples l'accepteront.

Il faut travailler à une alternative réaliste à cette intégration européenne maastrichienne. Le choix n'est pas entre l'euro et le repli. Sur la base des monnaies nationales, il faut multiplier les coopérations. Avec une autre finalité pour l'utilisation de l'argent : pour l'emploi, le cofinancement de projets communs, la réduction des inégalités, la solidarité face aux U.S.A. et aux attaques spéculatives, la réforme du système monétaire international.

Bref, le débat n'est pas clos. Il s'impose plus que jamais. Les Communistes sont décidés à poursuivre leurs efforts dans le débat (par exemple avec les 700 000 signatures de la «pétition nationale pour un référendum sur la monnaie unique») et dans l'action, pour que s'engage à l'échelle d'un pays un grand débat national sur les objectifs que doit se fixer la construction européenne et le contenu de sa réorientation. Ce grand débat devant déboucher - c'est leur proposition - sur une consultation du peuple français par référendum.

► Euro : des doutes...

Edmund Stoiber, ministre président du land de Bavière : «Quant à ceux qui considèrent la question du calendrier comme un tabou, ils ne rendent pas non plus justice au traité de Maastricht : celui-ci ne fixe pas seulement un calendrier, il impose aussi des critères. Il ne dit pas ce qui pourrait se passer si ces derniers n'étaient pas remplis. Dans ce cas, il n'y a que deux possibilités : renoncer à l'Union monétaire européenne - ce qu'aucun d'entre nous ne peut souhaiter - ou bien la repousser jusqu'à ce que la stabilité soit atteinte - ce qui est dans l'intérêt de l'Europe...».

Le ministre britannique des Finances a réaffirmé le 20 octobre que la position officielle du cabinet n'était qu'une participation du Royaume-Uni au premier groupe de pays qui adopteront l'euro au premier janvier 1999 est très improbable et qu'il existe de formidables obstacles à l'adhésion.

En relation directe avec les décisions économiques, sociales, démocratiques à effectuer, la construction européenne est confrontée à des choix cruciaux.

Par exemple: monnaie unique ou instrument monétaire commun sur la base des monnaies nationales? Europe fédérale ou Europe des nations? Quelles institutions, quel rôle pour le parlement européen? L'Europe peut-elle être une raison de confiance et d'espoir? et comment?

Sur ces questions, ou sur d'autres, vous avez des avis, des opinions, des propositions:

En France : une proposition originale du Parti Communiste

Engager un débat national, être «euro-constructif», c'est aussi le sens de la proposition du Parti Communiste. Les Français, comme d'autres peuples (danois, anglais...), doivent être consultés par référendum sur le passage à l'Euro. Et Robert Hue invite ses partenaires européens à discuter de la réorganisation de la construction européenne. Avec trois axes forts :

- Une Europe active pour l'emploi, qui en finisse avec la précarité, la flexibilité et les bas salaires.

- Une Europe harmonisant par le haut les législations sociales avec des droits nouveaux de regard et d'initiative des salariés, des citoyens.

- Une Europe s'affranchissant de «l'argent-roi» et de la soumission aux marchés financiers.

Le Parti Communiste engage ainsi une grande initiative, avec comme moyen un quatre pages «Spécial Europe» où les Français sont invités à donner leur opinion, porté par une campagne d'affichage.

Les Communistes vous contacteront à chaque étape de cette campagne. Ils vous proposent de vous y associer afin qu'ensemble nous intervenions sur cette importante question.

► L'EUROPE DES 35 HEURES FRAPPE A LA PORTE

Les 20 et 21 novembre à Luxembourg se tiendra un sommet extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne consacré à l'emploi.

On ne peut que s'en réjouir, alors que 20 millions d'Européens (10,8 % de la population active) sont confrontés au fléau du chômage.

Les 35 heures au cœur du débat

Au cœur du débat, la réduction du temps de travail à 35 heures sans diminution de salaire. Alors que les 35 heures s'appliquent depuis deux ans en Allemagne pour les métallurgistes, que les gouvernements français et italien s'apprentent à légiférer en ce sens, répondant à l'aspiration de nos sociétés à vivre mieux et en faisant de l'emploi un enjeu, les promoteurs de la construction européenne actuelle et de la marche vers l'euro ne décolèrent pas.

Il est vrai que faire des besoins d'amélioration des conditions de travail, de vrais emplois et d'augmentation du pouvoir d'achat le moteur de l'économie, entre en contradiction directe avec la marche vers l'euro qui implique la réduction des dépenses publiques et sociales, la réduction du coût du travail. Qu'on en juge : les orientations de la Commission européenne dont les députés européens avaient à débattre le 21 octobre ignorent complètement les 35 heures pour mettre en avant «la promotion de la flexibilité en matière d'horaires, de temps et de mode de travail» et le «renforcement de la mobilité des travailleurs». C'est clair : en restant prisonnier de la compétitivité et de la concurrence forcenées, on débouche sur la précarité et sur une société de plus en plus inhumaine. Cet air bien connu qui vient du patronat européen dans son ensemble appuyé par la droite ne reste pas sans réponse.

Pour une autre orientation de l'Europe

L'onde de choc des décisions françaises et italiennes sur les 35 heures est parvenu jusqu'aux instances européennes. Ainsi, le groupe de la Gauche unie au Parlement de Strasbourg, qui comprend les députés communistes et apparentés français, est intervenu, lors de ce débat, en faveur de l'emploi, du pouvoir d'achat et de la réduction de la durée du travail à 35 heures sans diminution de salaire.

Constatant que «les politiques liées à l'application des critères de convergence n'ont pas enravé le chômage et ont eu de graves conséquences économiques», les élus européens des forces de progrès montrent du doigt «les profits qui ne cessent de grandir, les placements financiers qui n'ont jamais été aussi importants et scandaleusement stérilisés dans la spéculation avec plus de possibilités de fraude et d'évasion fiscale».

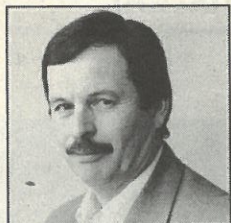
Ils proposent «de s'engager sur une voie de rupture par rapport aux politiques ultralibérales en s'attaquant résolument aux causes du chômage, de la précarité et de la pauvreté. De relever le défi de l'emploi à partir d'un développement durable et de la promotion d'un modèle social européen qui protège et développe les conquêtes et les droits sociaux en prenant la décision de s'engager dans un processus de réduction de la durée du travail à 35 heures». Des propositions concrètes sont avancées, avec la demande d'un débat public et d'un dialogue social sur les enjeux de la construction européenne.

EUROPE

A PROPOS DES RÉGIONALES

Lors d'une interview, les Nouvelles de Loire-Atlantique ont demandé à Gilles Bontemps, Secrétaire de la Fédération de Loire-Atlantique du PCF d'expliquer la démarche des Communistes concernant les prochaines élections régionales.

■ **Les Nouvelles :** Depuis la rentrée de septembre les fédérations du Parti Communiste débattent de la recommandation du Comité national de constituer des listes d'union aux élections régionales. Un certain nombre d'entre elles ont déjà arrêté leur décision. Où en est-on en Loire-Atlantique ?



Gilles BONTEMPS : La discussion est engagée dans le département depuis le 2 septembre. Elle a donné lieu à de nombreuses réunions de cellules et de sections. Elle a été légitimement exigeante, marquée par le souci d'aller à la plus grande efficacité contre la droite, et de développer le pluralisme à gauche pour contribuer à avancer davantage dans la réponse aux attentes des citoyens.

C'est donc dans le prolongement de ce large accord que le Comité fédéral et les bureaux de sections réunis à Nantes le 8 novembre ont décidé de travailler à la constitution d'une liste d'union en Loire-Atlantique.

■ **Les Nouvelles :** Nous n'en sommes donc plus à la perspective envisagée en début d'année d'une liste PCF/Mouvement des citoyens ?

Gilles Bontemps : La situation a beaucoup changé depuis. Avec les législatives de juin les Français ont dit non à la droite, ils ont exprimé haut et fort leur exigence d'un changement de politique. Ils ont donné la victoire à une majorité de gauche et écologistes dans la diversité de ses composantes. Ils ont exprimé leur volonté d'un gouvernement représentatif de cette gauche plurielle avec la participation des Communistes.

En toute connaissance de cause, avec la conscience des difficultés, des obstacles mais aussi des possibilités, les Communistes ont décidé de répondre présents à cette attente, ils ont décidé de s'inscrire dans la durée pour la réussite d'une politique de gauche en contribuant à développer l'intervention citoyenne.

■ **Les Nouvelles :** Cela change donc la donne pour ces élections régionales ?

Gilles Bontemps : Oui, car il s'agit de confirmer l'attente qui s'est exprimé en juin de mise en œuvre d'une autre politique.

Or la droite qui dirige 20 régions sur 22 dont celle des Pays de La Loire espère bien faire de ce scrutin un moyen de conserver ces véritables contre-pouvoirs que sont les Conseils régionaux pour s'opposer à la politique de la gauche.

Dans ces conditions l'enjeu est bien de faire reculer la droite et l'extrême droite, voire de contribuer à faire basculer à gauche le plus possible de régions et d'y prendre là aussi toutes nos responsabilités.

■ **Les Nouvelles :** Tu crois que c'est possible dans une région comme la nôtre où cette droite règne en maître depuis des années ?

Gilles Bontemps : On a vu aux élections législatives que des circonscriptions où la droite était donnée comme indétrônable ont basculé à gauche.

Rien n'est joué d'avance, mais ce qui est certain c'est que la constitution d'une liste de large union représentative de la diversité des forces de gauche donnant toute leur place à chaque formation politique, respectueuse de leur différence et de leur identité peut permettre de créer une dynamique forte, et détrôner le Baron Guichard et ses amis.

Eh bien c'est à cela que nous voulons contribuer, tout en portant un grand coup aux prétentions du Front National en Loire-Atlantique.

C'est d'ailleurs aussi ce qui se dessine dans les quatre autres départements de la région.

■ **Les Nouvelles :** La volonté du PCF de contribuer à la réussite d'une politique de gauche se limite-t-elle à déposséder la droite des contre-pouvoirs régionaux ?

Gilles Bontemps : C'est une première chose. Il faut l'empêcher de nuire, d'entraver et de contrecarrer les orientations du gouvernement de la gauche plurielle.

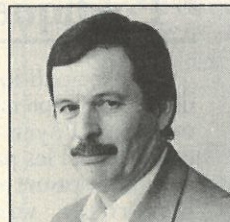
Notre ambition ne se limite pas à cela. L'action constructive du PCF à tous les niveaux pour contribuer à l'intervention des citoyens afin que les choses avancent plus vite est un autre élément.

Mais nous pensons aussi que les régionales peuvent être l'occasion pour les citoyens, grâce à une dynamique forte, d'installer la gauche plurielle à la tête de nombreuses régions dont la nôtre, lui donner davantage d'élus, et ainsi permettre un ressort nouveau à l'action gouvernementale.

Comme vient de le souligner Robert Hue au Conseil national, cela donnerait à la gauche les moyens politiques de passer à une nouvelle étape.

Une étape au cours de laquelle les réformes structurelles attendues et indispensables pour consolider le changement pourraient être décidées et mises en œuvre. C'est en tout cas le but que nous nous assignons.

■ **Les Nouvelles :** Tu as parlé d'identité mais une liste d'union n'empêche-t-elle pas l'affirmation de l'identité du PCF ?



Gilles Bontemps : Tout d'abord l'identité communiste ne se limite pas à une courte période de campagne électorale. Elle s'exprime par l'existence, l'expression, l'activité des Communistes, des élus communistes en permanence. Cela a fait cruellement défaut au niveau régional depuis 1992.

Mais nous ne sommes plus en 1992, là aussi heureusement pour les gens les choses ont bougé, le Parti Communiste est depuis en progression constante. Il est certain qu'il y aura cette fois-ci un groupe communiste à la Région.

Avec une liste d'union il peut y avoir davantage d'élus communistes.

Ensuite une liste d'union cela ne signifie pas effacement mais au contraire rassemblement d'identités diverses. C'est d'ailleurs la garantie d'une véritable dynamique.

Pour nous, il est clair que cette identité nous entendons la faire vivre en toute circonstance dans la campagne électorale comme demain à l'Assemblée régionale.

Ne pas le faire serait priver la gauche de l'apport communiste qui lui est indispensable pour réussir.

■ **Les Nouvelles :** Quels axes le PCF entend-il avancer dans les discussions avec ses partenaires ou dans ses propres initiatives ?

Gilles Bontemps : L'emploi et la formation sont des priorités, mais aussi l'aménagement du territoire, la santé, les transports, le développement économique en lien avec les besoins réels, la création de droits nouveaux d'intervention et de contrôle pour les citoyens, une autre utilisation de l'argent, etc... Mais nous serons amenés à y revenir plus largement.

■ **Les Nouvelles :** Et les cantonales ?

Gilles Bontemps : Le Parti communiste présentera des candidats dans tous les cantons du département, les adhérents sont actuellement invités à proposer et discuter des candidatures, comme ils le font par ailleurs pour les régionales.

GRAND BANQUET PUBLIC DE LA FÉDÉ



La Troc, lors d'un précédent banquet.

VENDREDI 12
DÉCEMBRE
1997

**A LA TROCARDIÈRE
REZÉ**
Avec la participation de
Roland JACQUET, membre
du Bureau national du PCF

Fête de l'Agglo

LA TROCARDIÈRE 22-23 NOVEMBRE 1997



LA SOIRÉE CABARET DU SAMEDI SOIR



Quel que soit son budget, chacun pourra y participer. Outre la Crêperie, le Coin Moules-Frites, le bar du Tram et le Palais de la Bière, le café et digestifs, deux restaurants accueilleront les convives :

● **chez Daniel**
(au menu : la pizza géante, etc.)

● **chez Marxim's**
(au menu : le dîner pot au feu et à 23 heures la soupe à l'oignon)

De 19 heures à 1 heure du matin, dans une ambiance chaleureuse, la danse ponctuera votre soirée, avec les succès d'hier et d'aujourd'hui.

Politique

L'espace politique de la fête comprendra un débat citoyen au cours duquel les participants pourront s'exprimer, voire interpellier un dirigeant national du Parti Communiste Français en la personne de Michèle GUZMAN, membre du Bureau National, à partir de 16 heures sur l'espace débats.



Expo et rencontre du 150^e anniversaire de l'abolition de l'esclavage

Initiative culturelle et politique marquante de notre fête 1997, l'expo et la rencontre avec des associations et personnalités autour du thème de l'esclavage : dès 11 heures vous pourrez débattre et échanger.

Solidarité

Avec les femmes algériennes et tout un peuple confronté à la barbarie des groupes islamiques armés. Un moment fort pour exprimer sa solidarité sur l'Algérie qui résiste et qui veut vivre libre.

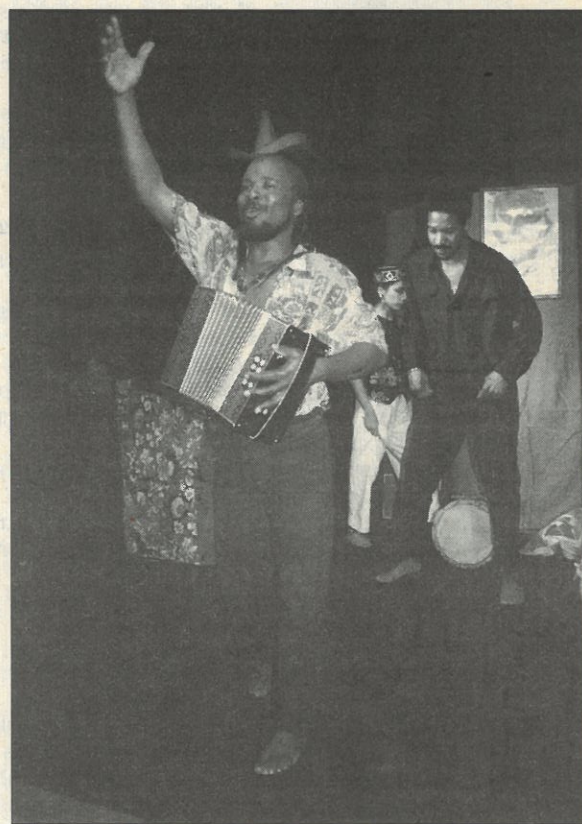
Gastronomie

« chez Daniel »
menu à 50 francs.
Le chef
vous propose :
Colombo
(spécialité antillaise)
ou Paëlla
fromage et dessert

«chez Marxim's»
menu à 70 francs :
Pain de poisson
Coq au vin
Salade
Fromage
Pâtisserie

De nombreux stands, jeux, animations, concours, dégustations, viendront conforter votre journée à la Fête de l'Agglo 1997.

La programmation artistique



Le groupe IGO DRANE

150^e anniversaire de l'abolition de l'esclavage oblige, nous accueillerons sur la fête deux groupes symbolisant les liens du trafic triangulaire.

Aux quatre coins de la fête, au cœur des stands, ils animeront dès 12 heures dans les restaurants et tout l'après-midi dans la fête, votre journée.

● le groupe antillais **IGO DRANE**
avec 7 chanteurs et musiciens

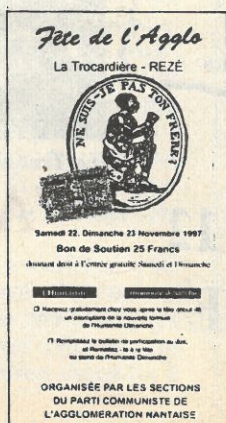
● le village africain du groupe **TELAMA** :
de la musique afro traditionnelle, avec du théâtre, des danses, des contes pour enfants.

Votre vignette

Votre vignette bon de soutien au prix de 25 francs vous donne droit à l'entrée gratuite sur la fête le samedi et le dimanche.

Vous pourrez vous la procurer auprès des militants communistes ou la réserver auprès de votre section ou à la Fédération : téléphone : 02.40.35.03.00.

Un tirage aura lieu à l'issue de la fête donnant droit à de nombreux lots.



KRACH BOURSIER

Robert Hue : « De l'argent, il y en a ! »

Répondant aux journalistes, Robert Hue a donné, à l'Assemblée nationale, son opinion sur la tempête qui secoue les places financières et ses conséquences : « je suis effaré et révolté par ce que signifie ce krach financier. Au moment où l'on voit les forces de l'argent mettre des obstacles aux avancées sociales, on apprend qu'en quelques jours, plus de 500 milliards de francs se sont envolés en fumée dans la tornade boursière. 500 milliards, c'est le tiers du budget de l'Etat.

On voit bien que l'argent, il y en a. Il faut l'utiliser autrement pour l'emploi, pour la protection sociale. Et je pense que la marche à l'euro, telle qu'elle est engagée, est inquiétante, car elle va complètement dans le sens de la spéculation et de la voie libre aux marchés financiers. Cela met en danger notre économie et nos perspectives.

Par exemple, n'y a-t-il pas danger à ce que l'on fasse peser sous forme d'austérité le manque à gagner consécutif à ce krach ? Tout cela me conduit à penser qu'il faut aller vite à des réformes structurelles de la part du gouvernement pour orienter l'argent autrement et juguler cette spéculation.

« On pourrait notamment, pour lutter contre le cancer de l'argent, appliquer une taxation sur les mouvements de capitaux, comme l'a proposé un prix Nobel d'économie, James Tobin. Une telle taxation, de 0,5 % rapporterait l'équivalent de cinq fois le budget de la France ».

Il a alors été demandé au secrétaire national du Parti communiste s'il entendait s'entretenir en ce sens avec Lionel Jospin. Réponse :

« Je réitère en effet mon appel à Lionel Jospin afin qu'il prenne une initiative auprès des partenaires de la France pour réorienter la construction européenne. Peut-être le prochain Sommet de Luxembourg sera-t-il un moment propice à une telle démarche ? Ce qui vient de se passer, avec cette tourmente boursière, me donne un argument supplémentaire. Il est grand temps de prendre une telle initiative.

Pour le moment, il y a des intentions. Je n'ai pas suffisamment d'éléments me permettant d'imaginer ce que pourra être, de façon concrète, la proposition du gouvernement. J'attends maintenant une réponse concrète ».

Repères... Repères... Repères

■ Les profits vont s'amplifier

(Indice Crédit du Nord, journal des finances, base 100 en 1994).

1994 : 100 - 1995 : 109,5 - 1996 : 126,15* - 1997 : 156,4* - 1998 : 173,4*

* estimations.

■ Fortunes

91 familles milliardaires accaparent, à elles seules, 350 milliards de francs. Sachons que les biens types immobiliers non professionnels et œuvres d'art ne sont pas comptabilisés dans cette enquête.

Le patrimoine de Liliane Bettencourt, première actionnaire de l'Oréal, a progressé en un an, en passant de 29,5 milliards à 36,3 milliards de francs !!!

L'impôt sur la fortune n'a rien de spoliateur puisque pour 100 millions de patrimoine taxé, la personne ou le couple ne paiera que 1,22 million.

■ Argent sale

Les îles Caïmans, aux Antilles, accueillent près de 2500 milliards de francs de dépôts bancaires, soit l'équivalent des budgets annuels de l'Etat et des collectivités locales.

■ Inégalités

En dix ans pendant que le produit brut mondial augmentait de 40 %, la planète enregistrait 17 % de pauvres en plus.

En France, le PIB a augmenté en 20 ans de 70 %. Dans le même temps, le chômage a quadruplé.

RENCONTRE CITOYENNE
A REZÉ

« C'est la première fois que je participe à une initiative comme ça ! ».

Ainsi s'est exprimée d'emblée une femme, responsable d'association locale, qui juge positivement cette première. L'initiative en question, c'était la première rencontre citoyenne de Rezé initiée par les communistes de la ville, le 31 octobre.

Pas la seule à faire remarquer sa présence, ce vendredi soir :

Ainsi ce syndicaliste CFDT, par exemple, qui prend soin de préciser qu'il n'est pas en désaccord avec sa confédération,

- le responsable local du PS qui en convient : « La politique n'a pas toujours tenu ses promesses ». Ces responsables là

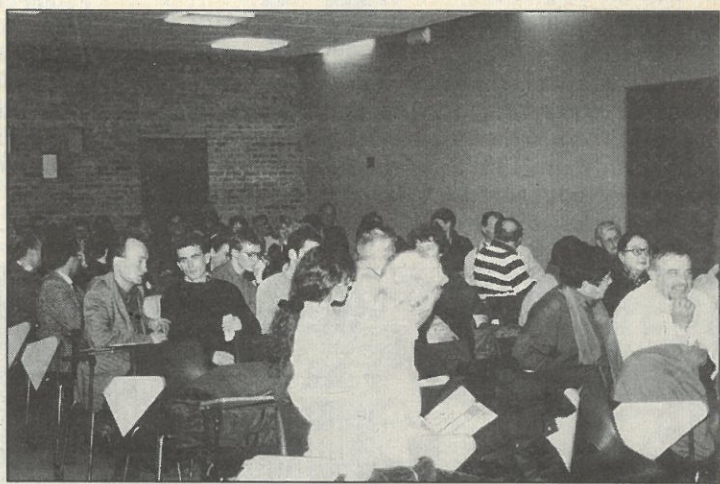
Le débat se prolonge sur les emplois-jeunes :

- un militant de lutte ouvrière juge : « que le problème est tronqué, qu'il ne s'agit pas de vrais emplois » :

- le dirigeant local du PS trouve quant à lui que « nous avons la responsabilité collective que ça marche ».

Tandis que : le secrétaire de la section communiste précise qu'il faut se saisir de ces emplois jeunes et pose la question de leur pérennisation, des salaires et de leur financement. Le responsable socialiste reconnaît que son parti a proposé localement une augmentation de 1 % des impôts locaux mais que cela n'était qu'une proposition, une hypothèse.

- Un militant communiste intervient pour dire que : « l'on



Débat à Rezé lors d'une précédente Initiative Publique (1996).

parmi une trentaine de femmes et d'hommes communistes ou non, syndicalistes, citoyens ordinaires dont l'envie manifeste était de débattre tranquillement, d'agir sur le cours des choses.

Des questions viennent d'emblée sur la conception de cette rencontre : « comment la pérenniser, réconcilier les citoyens avec la politique ? » Avec des éléments de réponse « notre volonté commune est de faire que la gauche réussisse, pour que cet espace soit utile il faut agir ».

L'action elle-même pose questions :

- un jeune communiste fait part de ses doutes sur les emplois-jeunes : « il y a une attente des jeunes mais ne risque-t-elle pas d'être déçue ? »

- un ex-adhérent du PCF constate que les patrons ne vont pas se laisser faire, prenant l'exemple des 35 heures,

- le responsable de l'union locale CGT estime qu'on ne peut avoir qu'une lecture optimiste des dernières décisions gouvernementales.

ne peut pas faire le bonheur des gens sans eux, précisant que leur intérêt pour les emplois-jeunes (c'est le retour de la dignité) appelle l'intervention citoyenne notamment sur la question de l'argent... ».

L'heure tourne et il faut bien interrompre les échanges. Un ex-adhérent du PCF qui vient de réadhérer : tout en appréciant les avancées de cette soirée, s'interroge sur l'avenir : « comment faire durer cet espace citoyen ? Une nouvelle réunion ne risque-t-elle pas de refaire celle que nous venons d'avoir ? »

Les responsables communistes, initiateurs de cette rencontre proposent que celle-ci se traduise par la constitution d'un collectif qui pourrait prendre en charge, de manière autonome, une expression publique et ferait des propositions d'action et d'intervention à la prochaine rencontre.

Une nouvelle façon de faire de la politique ?

C'est un début et cette soirée qui s'est terminée autour d'un pot de l'amitié appelle d'autres initiatives. C'est sûr !!

12000^F

DE REPRISE MINIMUM DE VOTRE VEHICULE*

OU VOTRE CLIO A PARTIR DE
49900^F**OFFRE
VALABLE
JUSQU'AU
31.12.97

**Pour l'achat d'une Clio Chipie 1.2 L, 3 portes, AM98, au prix conseillé de 61 900 F, bénéficiez de 12 000 F s'ajoutant à la reprise de votre ancien véhicule aux conditions générales Argus. Offre non cumulable.

*Pour l'achat d'une Clio neuve. Offre réservée aux particuliers possesseurs de leur véhicule depuis au moins 6 mois.

RENAULT SAINT-NAZAIRE

CENTRE AUTOMOBILE DE L'ETOILE

Concessionnaire

380, route de la Côte-d'Amour - Océan

ST-NAZAIRE ☎ 02 40 17 20 20



TRIGNAC AUTOMOBILES

Agent

Zone Commerciale Auchan

RENAULT TRIGNAC ☎ 02 40 90 40 54

Assemblée Nationale

La défense à l'ordre du jour

► Défense nationale : le budget de l'emploi

Il y a 18 mois, Jacques Chirac s'est prononcé pour un abandon de la maîtrise par la nation, de sa défense et pour une défense européenne avec mise en place d'une armée de métier, basée sur des forces projetables afin de jouer les gendarmes de l'ordre américain dans le monde.

Logiquement, pour accompagner ce choix, il a défini de nouvelles orientations pour nos industries de défense, poussant à des restructurations/privatisations au niveau européen avec pour conséquences la suppression de dizaines de milliers d'emplois et un nouvel affaiblissement de la maîtrise industrielle nationale.

C'est à la mise en œuvre de cette politique que la loi de programmation militaire 1997-2002 a été consacrée. Loi contre laquelle les

parlementaires communistes et socialistes s'étaient prononcés. Le budget proposé par le Ministre de la Défense s'inscrit dans la poursuite de cette nouvelle politique militaire.

La réduction du budget militaire va porter essentiellement sur les crédits consacrés à l'armement conventionnel. Par contre, le budget de fonctionnement est en augmentation pour mettre sur pied l'armée de métier, ce qui porte un coup fatal à l'armée de conscription.

Les Communistes sont favorables à la réduction des dépenses militaires. Le tout est de savoir sur quoi faire porter ces réductions.

Elles doivent être essentiellement sur le surarmement nucléaire afin de supprimer toutes les armes nucléaires à l'aube du 3^{ème} millénaire.

Repères... Repères... Repères... Repères...

«La nation doit garder la maîtrise de la fabrication des armements nécessaires à notre défense. Cette politique d'armement devrait être menée conjointement avec une grande politique industrielle nationale.

● Il faut réorienter le budget en s'attaquant aux 106 milliards mis sur le nucléaire.

● Arrêter les essais en laboratoire qui coûteraient 6 milliards.

● Appliquer de suite les 35 heures sans diminution de salaire, ce qui permettrait de sauvegarder et de créer des milliers d'emplois dans les industries de l'armement.

● Doter notre armée de matériel fabriqué dans nos arsenaux d'état, au lieu d'acheter les équi-

pements chez les marchands d'armes étrangers.

● Renouveler notre flotte de surface afin d'assurer la sécurité de nos côtes - 80 % de celle-ci souffre de vétusté - ce qui apporterait à la DCN un bol d'oxygène.

● Equiper notre armée de terre de véhicules blindés de combat d'infanterie de fabrication française que le GIATT pourrait produire.

● Le Rafale existe. Il faut un programme d'équipement à la hauteur des besoins nécessaires à la modernisation de notre défense nationale.

● Procéder à une réelle politique de reconversion et de diversification engagée avec tous les intéressés, salariés, population, élus».

humanitédimanche

Le parti des gens

Le 20 novembre devient



► Un article du Secrétaire National

«Tout dans la situation politique que nous vivons depuis six mois, me conforte dans une idée. L'intervention citoyenne est bien la clef qui permet d'ouvrir des perspectives neuves dans notre pays. Pour être plus précis, aujourd'hui, le passage à l'acte de notre peuple devient une question majeure pour la réussite du nouveau cours donné à la politique française, pour mettre en œuvre les changements espérés. Pour le Parti Communiste, être utile à notre peuple, c'est prendre toutes les initiatives qui favorisent le débat sur les causes des problèmes, pour l'élaboration de solutions, leur mise en perspective comme autant de jalons de transformation de la société.

Pour autant, ces solutions ne prendront corps qu'au fur et à mesure que les citoyens prendront conscience de la force qu'ils peuvent représenter.

Cela suppose le déploiement de l'intervention de chaque Communiste, la plus ouverte possible et dans la permanence.

Dans cette situation, la naissance d'un nouvel hebdomadaire communiste, qui prendra dès le 20 novembre le relais de l'«Humanité Dimanche», n'est pas fortuite. Elle s'inscrit pleinement dans cette démarche et résolument dans la mutation communiste en contribuant à son accélération et à sa réussite.

Tout montre que la majorité des hommes et des femmes de notre pays aspire à être acteurs des décisions qui les concernent.

C'est pourquoi «Humanité Hebdo» se veut un lieu privilégié d'appréhension des enjeux à travers le débat d'idées et en prenant du recul sur l'événement. A la fois lieu de rencontre et de dialogue, l'«Humanité Hebdo» se veut stimulant dynamique de l'intervention citoyenne.

Chacun comprend dès lors le sens que prend notre ambition pour la diffusion. L'effort demandé aux Communistes - même si toute la diffusion ne passe pas par ce mode là - participe d'une certaine conception de la politique et du militantisme : tout faire reposer sur la participation de chacun à l'élaboration des conditions de la transformation sociale ; faire en sorte que partout grandisse la conscience que doit se constituer une force utile et efficace. En relation avec les espaces citoyens, la diffusion militante de l'«Humanité Hebdo» s'inscrit dans une telle démarche. Chaque militant y apportera son expérience.

Nous nous sommes fixé un objectif de 20 000 nouveaux lecteurs.

Par un changement d'échelle de la diffusion, nous pouvons permettre à des milliers de nouvelles familles de nouer des liens avec le journal, les diffuseurs, les militants communistes, les participants aux espaces citoyens.

Le lancement dans quelques jours de l'«Humanité Hebdo» sera un grand événement politique et médiatique.

Je renouvelle ici l'appel adressé par le Comité national du Parti Communiste le 28 octobre à l'ensemble des Communistes pour «assurer le succès de ce lancement par le nombre d'exemplaires diffusés, par les milliers de points de rencontre animés dans tous les lieux publics par la diversité et le nombre de celles et de ceux qui seront associés à la diffusion».

Apprécions la belle occasion que représente en cet automne 1997 le lancement d'un nouvel hebdomadaire communiste. Quel atout pour les Communistes comme pour toutes celles et tous ceux qui cherchent à changer la société.

Robert Hue



► Nos amis de Loire-Atlantique dessinent et écrivent

FILID ET AUTRES BARDES, de Serge GICQUEL et Jean-Claude LAMATA-BOIS.

Voilà un bon livre : on examine les beaux dessins encrés à la pointe acérée de GICQUEL, les images de femmes, d'étoiles et de mâtures ; on continue avec ses «collages» rutilants sur le glacé du papier, et dont on aime-

rait faire une série de sous-verres.

Sur la page d'en face, une autre présence, celle des petits poèmes du camarade Lamatabois, avec des préoccupations : savoir «gratter en cale sèche la rouille de leur cœur», et des leçons de bonheur qu'on se récite : «tu meurs si tu m'effleures» ; «Babouchka méfie-toi des icônes». Personne «ne

baisse les paupières devant cette beauté redoutable... Maintenant on navigue coque nue sans équipage». Chez soi, on laissera traîner ces pages, pour que les visiteurs amis en profitent. Nantes, Ed. du Petit Véhicule, 125 F.

LA RUPTURE AMOUREUSE ET SON TRAITEMENT LITTÉRAIRE, textes

réunis par Régis ANTOINÉ et Wolfgang GEIGER. Vingt-deux études copieuses et très documentées, sur les façons diverses dont on «on rompt» en amour, selon les littératures du monde entier. Mais l'éditeur CHAMPION a eu la mauvaise idée d'en porter le prix à 400 F, ce qui, même pour 374 pages fort bien reliées, le rend peu abordable.

NANTES : contre l'insécurité

Le 3 novembre dernier, la section de Nantes du P.C.F. et les élus communistes nantais ont invité la population à un rassemblement devant la Préfecture sur le thème : *vivre en sécurité dans sa ville.*

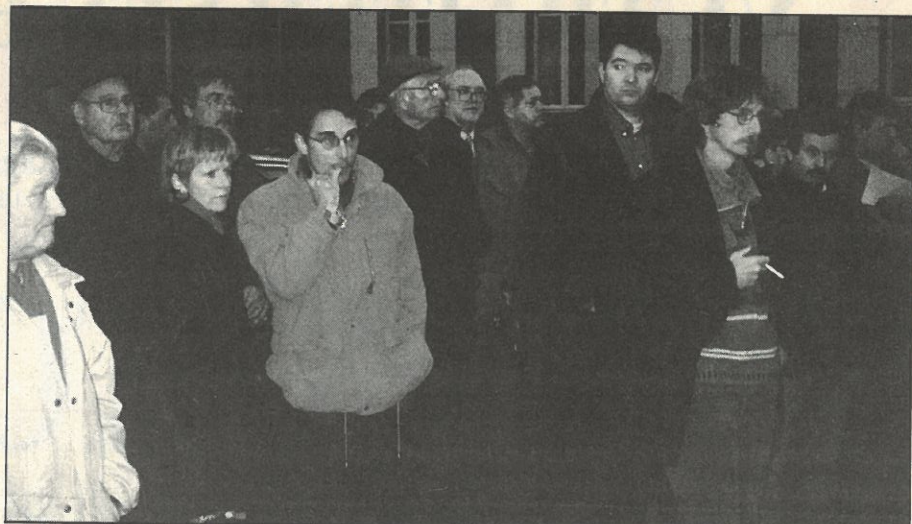
Environ 80 personnes de différents quartiers de Nantes ont répondu à cet appel. Cela fait de nombreux mois que les Communistes et les élus nantais se mobilisent sur les problèmes d'insécurité (rodéos, cambriolages, voitures incendiées, problèmes de mœurs...).

Ils se sont trouvés confortés par les propos de Lionel Jospin au colloque de Villepinte à la fin du mois d'octobre. Le Premier Ministre a tracé les grandes lignes de sa politique de sécurité ou de sûreté : « Il s'agit, a-t-il dit, de donner la priorité à la sécurité quotidienne des Français ». Il a rappelé que la politique de sécurité s'inscrit dans celle de la réduction des inégalités.

« Il s'agit de combattre l'inégalité de l'insécurité qui frappe plus durement le plus démunis de nos concitoyens ».

Les Communistes se réjouissent qu'il y ait enfin un discours de gauche sur un terrain laissé trop longtemps par la gauche à la droite ou à l'extrême droite (avec toutes les conséquences dramatiques que l'on connaît).

À Nantes comme dans d'autres villes, les Com-



munistes ont décidé de traiter les problèmes de ce qu'on appelle la sécurité de proximité. C'est un sujet complexe car il s'agit de prendre en compte deux réalités dans leur interactivité : les gens ont souvent un sentiment d'insécurité et ils sont confrontés à des faits réels.

Ce fut l'occasion pour les Communistes de réaffirmer que l'insécurité n'est pas une épidémie mais une situation liée à la crise de la société, elle-même due au chômage, aux bas salaires, à la misère morale et matérielle, à l'échec scolaire. L'urgence, c'est bien sûr de s'attaquer aux causes essentielles de la crise en se mobilisant pour l'emploi et la formation. Mais il s'agit également de prendre en compte immédiatement et concrètement, les problèmes sur le terrain afin d'exiger et

d'obtenir le développement de l'ilotage par la police nationale et la multiplication des effectifs de travailleurs sociaux pour mettre en place une politique de prévention efficace.

Tous ces arguments ont été repris par la délégation de 7 personnes qui a été reçue par le Chef de Cabinet du Préfet et le Directeur de la police urbaine.

Après avoir écouté les représentants des différents quartiers, les deux responsables ont donné des éléments d'information.

Ils ont convenu qu'il y a un an, un bilan inquiétant de la situation locale, avait été fait. Ils ont alors pris des mesures pour tenter d'infléchir la courbe de la délinquance. Ils ont multiplié les équipes de nuit (mais avec le même nombre d'hommes), ils ont renforcé la prévention dans les quartiers en iden-

tifiant les grands problèmes.

Selon eux, la criminalité a baissé de 10 points dans l'agglomération.

Des moyens nouveaux vont arriver avec les adjoints de sécurité (emplois jeunes) qui seront affectés sur des tâches de liaison directe avec la population. Mais les besoins en hommes restent importants : 50 créations de postes de policiers seraient nécessaires, dans un premier temps, pour répondre aux besoins du département.

Les Communistes et les élus de Nantes vont continuer avec les gens, à mener la réflexion et l'action sur ce thème. Les solutions seront efficaces si elles sont élaborées avec les habitants, en concertation avec les élus, les magistrats, la police et les travailleurs sociaux.

Travaillons là aussi à une véritable intervention citoyenne.

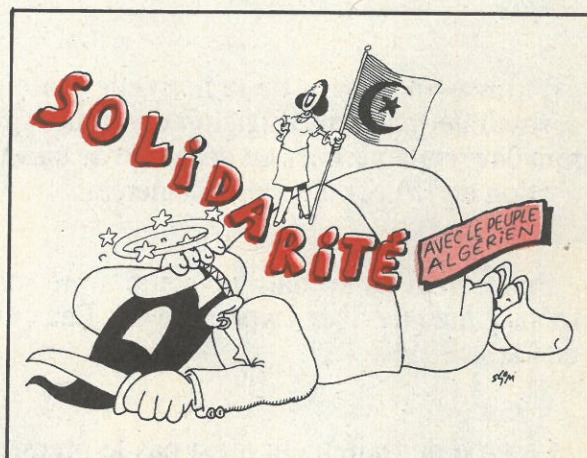
Algerie solidarité

Il ne se passe pratiquement pas un jour sans que nous parvenions d'Algérie, ce pays si proche, la nouvelle de crimes atroces.

Selon la presse algérienne, seize collégiens ont été assassinés lors d'une embuscade tendue par un groupe armé, à proximité de Blida, au sud d'Alger. Quelques jours plus tôt, onze enseignantes étaient égorgées, sous les yeux de leurs élèves, près de leur école, dans l'Ouest du pays...

Le peuple algérien a besoin de notre solidarité.

Pour que les souffrances du peuple algérien ne soient pas écrasées par le silence, pour que les Algériens sachent qu'ils ne sont pas isolés, pour donner espoir, le PCF a lancé une vaste campagne de solidarité en France, dont cette carte postale est l'un des moyens. Elle est disponible auprès des militants du PCF. On peut également la signer par Minitel : 3615 la pétition (2,23 F/min).



Aux côtés du peuple algérien!

Face à la barbarie des groupes islamistes armés, j'exprime ma solidarité avec l'Algérie qui résiste et qui veut vivre libre

Parti communiste français

2, place du Colonel-Fabien

75167 Paris cedex

Je confie cette carte au PCF qui la transmettra aux organisations démocratiques algériennes

CETTE CARTE SERA A VOTRE DISPOSITION A LA FÊTE DE L'AGGLO.

Remerciements

Mme Annick ADVENARD,
ses enfants,
la famille ROCHER

très touchés par les témoignages de sympathie des camarades, vous adressent leurs sincères remerciements.

Merci à Gégé RASTEL pour l'hommage qu'il a rendu à «Ptit Louis» en retraçant sa vie de militant lors de ses obsèques.

« NOUVELLES DE LOIRE-ATLANTIQUE PUBLICITE »
S.A.R.L. au capital de 50.000 F
Siège social : 41, rue des Olivettes - 44000 Nantes
Commission Paritaire N° 52987
R.C.S. Nantes - N° SIRET 32151228700012 - Code A.P.E. : 5120
Gérant : M. Yannick CHENEAU
Associés à parts égales :
MM. M. PRODEAU, J.-C. GIRAUD
PUBLICITÉ : Tél. 02.40.48.56.36
RÉDACTION : Tél. 02.40.35.03.00 - TÉLÉCOPIE : 02.40.48.65.76
Imprimerie Marcel Delhommeau
85310 LA CHAÎZE LE VICOMTE - Tél. 02.51.05.81.50
B.P. 406 - 85010 LA ROCHE SUR YON CEDEX

Pour les fêtes de fin d'année, la Fédération vous propose une sélection de produits régionaux en direct des producteurs.

Muscadet sur Lie à partir de 21 Fr.

Gros Plant à partir de 12,50 Fr.

Des Bordeaux millésimés à partir de 30 Fr.

Des Bourgognes millésimés à partir de 50 Fr.

Des blancs liquoreux à partir de 50 Fr.

Du Champagne à partir de 100 Fr.

Des Huîtres à partir de 130 Fr. la bourriche de 100

Mais aussi du Pineau des Charentes, du Chocolat Belge et du foie gras.



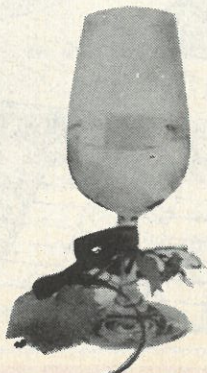
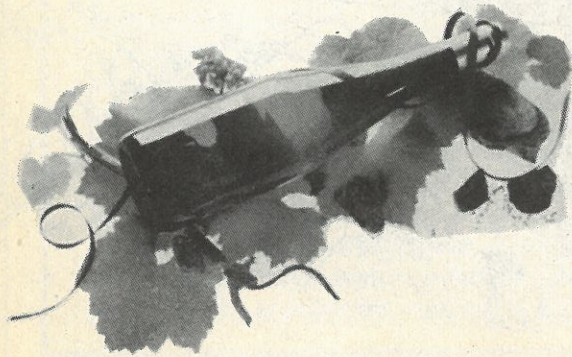
En vous proposant de commander ses produits, la Fédération vous permet de faire un choix. Ce choix est un choix militant pour deux raisons :

- Permettre un lien direct entre le producteur et le consommateur

- Bénéficier de prix défiant toute concurrence dont la fédération peut vous faire profiter.

En vous remerciant de votre confiance.

NB : Il vous sera possible de passer vos commandes au stand « Produits régionaux » de la Fête de l'Agglomération Nantaise où à la Fédération (Tél : 0240350300).



NANTES : L'USINE DES EAUX VA TRAITER SES BOUES

Les travaux d'une importante unité de traitement ont commencé à l'usine de La Roche. Ce projet, d'un montant de 15 millions de francs, fait suite à des études réalisées en 1985 et 1995 sur l'impact des boues rejetées quotidiennement en Loire (820 m³/j).

Ces boues, résultant des différentes opérations de purification de l'eau potable, posaient un problème surtout à la fin du printemps et au début de l'automne. A ces époques de l'année, le charbon en poudre utilisé par le traitement (élimination de micro-polluants de type organique) était ensuite rejeté en Loire, sans aucun traitement avec ces boues.

La mise en service de la nouvelle unité permettra désormais de déshydrater par centrifugation ces boues qui après traitement pourront être, soit évacuées en décharge de classe II, soit épandues (valorisation agricole) ou encore incinérées.

Entièrement automatique, cette unité sera construite par Degremont, filiale de Suez-Lyonnaise des Eaux et mise en service à la fin de l'année 1998.

Ce type de traitement n'est pas le premier à être mis en place en France. Des villes comme Le Mans sont déjà équipées avec de telles

unités. Le respect des normes de rejet tendront à multiplier le nombre d'aménagements de ce type sur les usines existantes dans les années à venir.



Degremont

TRAITER L'EAU, PROTEGER L'ENVIRONNEMENT

183, avenue du 18 Juin 1940 - 92508 Rueil-Malmaison Cedex - France
Tél. : 01 46 25 60 00 - Fax : 01 42 04 16 99
e-mail : <http://www.degremont.fr>

